

CPS'actu

ACTUALITÉS



A border le système de la retraite en Polynésie française, c'est garder à l'esprit deux principales évolutions : d'une part, fort de ses 40 ans d'existence, le système polynésien de retraite par répartition a atteint ses objectifs de solidarité et de généralisation ; d'autre part, bénéficiant de formidables gains d'espérance de vie obtenus au cours des quatre dernières décennies, la population polynésienne est de plus en plus nombreuse à accéder à la retraite. De toute évidence, un constat général prédomine : sans cesse grandissant, le groupe social fort hétérogène que forme les pensionnés est devenu un acteur à part entière dans notre société actuelle et celle de demain.

De l'émergence du système de retraite par répartition à sa généralisation

Historiquement, en réponse au risque social que représente la vieillesse et à l'instar de la démarche menée en France métropolitaine durant l'année 1945 (ordonnance du 19 octobre), le mécanisme de la retraite voit également le jour dans notre pays à partir du 1^{er} avril 1968.

Ainsi, cinq ans après l'installation du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP), nous assistons à l'introduction du système de retraite par répartition, à caractère obligatoire, au bénéfice des travailleurs salariés. A signaler, dès l'origine du dispositif et jusqu'à aujourd'hui encore, son financement est assuré exclusivement par les cotisations patronales et salariales.

Progressivement, au cours des années 1970, un système de retraite a été instauré pour les agriculteurs, pêcheurs, commerçants et professions libérales.

Chemin faisant, depuis 1982 et relayée par la mise en place de la Protection Sociale Généralisée (PSG) en 1995 :

- toute personne âgée de 60 ans et plus ou 50 ans en cas d'incapacité médicale et ayant des revenus modestes, bénéficie d'un minimum vieillesse,
- pour les affiliés au régime des non-salariés, jusqu'à ce jour, il n'existe pas de régime obligatoire. Pour autant, ces derniers ont la possibilité de souscrire une assurance volontaire retraite auprès de la CPS ou d'une assurance privée.

La généralisation à l'ensemble des polynésiens du droit à une retraite, faut-il le souligner, constitue une avancée sociale majeure garantissant à tout à chacun un niveau de pension convenable et prenant en compte la situation des salariés ayant été confrontés à des conditions de travail pénibles ou atteint d'une maladie invalidante.

N.B : les termes utilisés figurent dans le glossaire page 72.



Historique retraite

(1961) 1968 - 2008

1997-2008

Plusieurs modifications des délibérations de base instaurant les régimes de retraite.

1996

Création du régime de retraite Tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés par la délibération N° 95-180/AT du 26 octobre 1995.

1995

Instauration de la Protection Sociale Généralisée avec l'attribution de l'ASPA aux personnes âgées du RST par la délibération N° 95-264/AT du 20 décembre 1995.

Coordination des régimes polynésiens et métropolitains de sécurité sociale (chapitre II : dispositions relatives à l'assurance vieillesse de la délibération N° 94-138/AT du 2 décembre 1994).

1987

Refonte du régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française par la délibération N° 87-11/AT du 29 janvier 1987 (**système par annuités remplaçant le système par points instauré en 1968**), délibération de base ayant été modifiée par différentes délibérations.

1982

Création d'un minimum vieillesse pour les personnes âgées par la délibération N° 82-33 du 15 avril 1982 (Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA) et Allocation Complémentaire de Retraite (ACR)).

1979

Création du régime de protection sociale en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans par la délibération N° 79-20 du 1^{er} février 1979 (RPSMR). Aucune nouvelle affiliation RPSMR depuis la Protection Sociale Généralisée en 1995.

1976

Coordination des régimes de prévoyance et de retraite des travailleurs de Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie par l'arrêté N° 1521/TLS du 18 mars 1976.

1974

Création du régime de retraite d'assurance volontaire en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise par la délibération N° 74-11 du 25 janvier 1974 (extension aux professions libérales par délibération N° 78-38 du 23 février 1978).

1968

Création du régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française par la délibération N° 67-110 du 24 août 1967 (système de retraite qui sera revu complètement en 1987) avec date d'application à compter du 1^{er} avril 1968.

1961

Création du régime d'Aide aux Vieux Travailleurs Salariés (AVTS) par l'arrêté N° 357/TLS du 8 février 1961.

La place de la retraite dans notre société

L'importance de la retraite dans notre collectivité est manifeste : **près de 23 400 pensionnés pour un montant total de pensions versées avoisinant les 25,6 milliards F.cfp en 2007.**

La même année, les prestations vieillesse, constituant le deuxième poste de dépenses le plus important après celui de la santé, représentaient **27,8 % des dépenses totales de la PSG.**

Par rapport au produit intérieur brut (PIB) connu de 2005, la part des dépenses de vieillesse représente 4,2 % du PIB ; part relativement faible comparativement à 12,8 % du PIB en France métropolitaine où la vieillesse reste le premier poste de dépenses de la protection sociale.

Quelques chiffres clés

Fin 2007, près de 23 400 pensionnés dont 19 610 retraités du RGS (84 %).

Près de 7 400 pensionnés bénéficient du minimum vieillesse (32 %).

En 2007, total des pensions versées de 25,6 milliards dont 22 milliards pour le RGS (86 %) et total des cotisations encaissées au RGS de 24,6 milliards*.

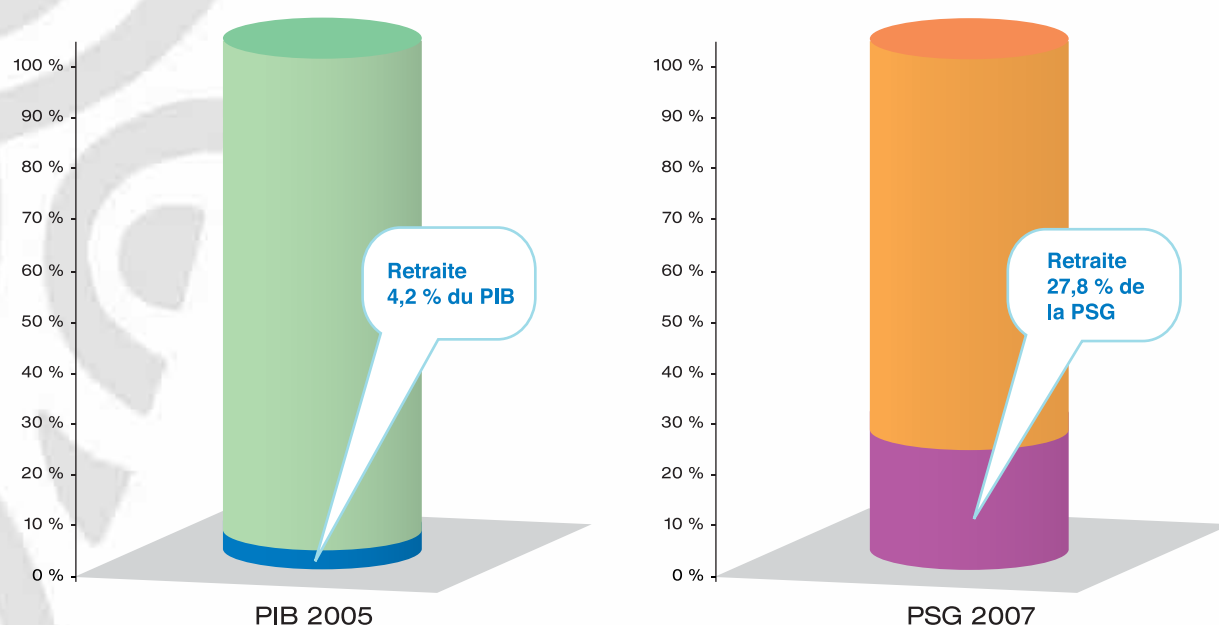
En 2007, l'âge moyen des pensionnés actuels avoisine les 66 ans. De l'ISPF, en 2006, l'espérance de vie à 60 ans avoisine 20 années et l'espérance de vie à la naissance approche les 74 ans et 11 mois.

Durant cette dernière décennie, en moyenne 1 100 nouveaux départs à la retraite salariée sont enregistrés avec un âge moyen de départ à la retraite à 56 ans.

Le ratio démographique pour le régime des salariés est de 3,5 cotisants pour 1 pensionné.

(*) issu du compte de résultat prévisionnel 2007 présenté par l'Agent comptable au budget CPS du RGS 2008 (RET A + RET B + FSR).

L'importance de la retraite dans l'économie polynésienne

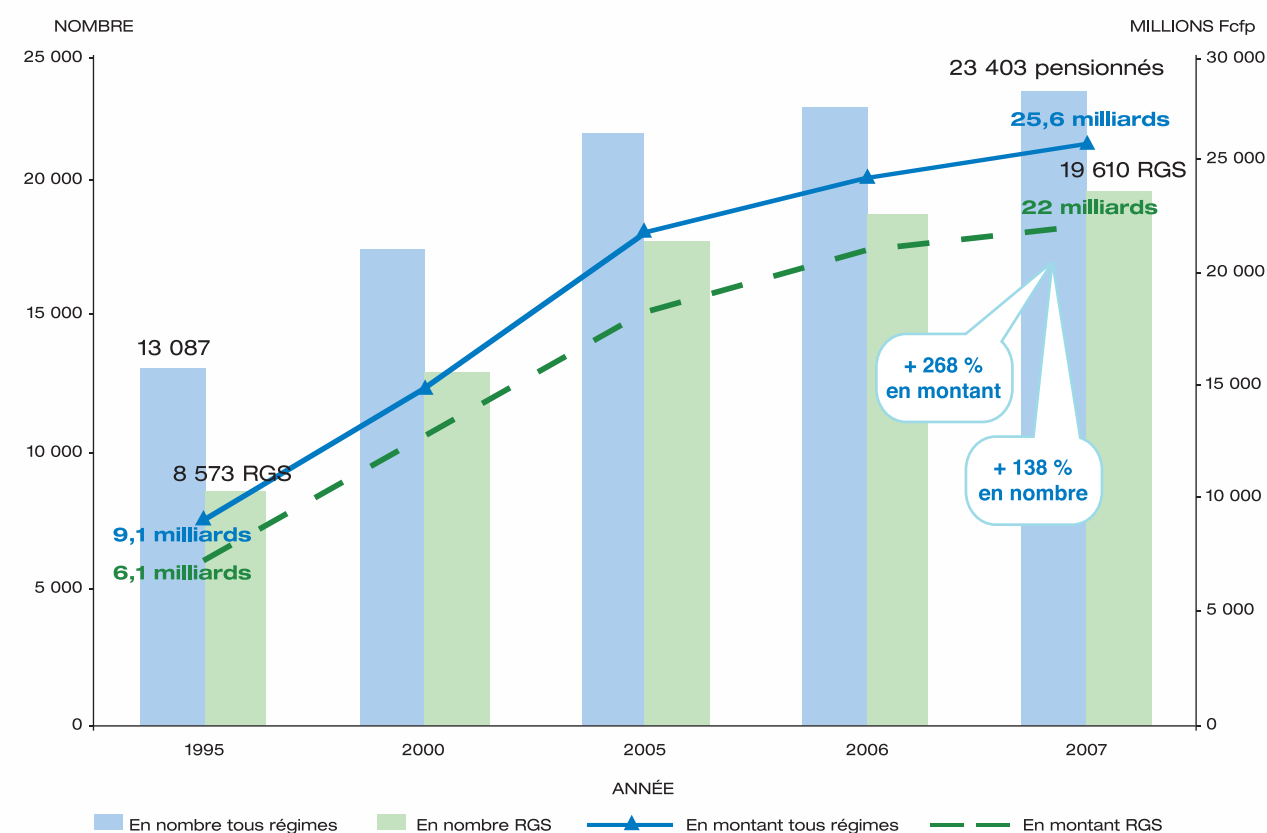


N.B : PIB 2007 non connu à ce jour, retraite = 26,9 % de la PSG en 2005.

De 1995 à 2007, le nombre de pensionnés s'est fortement accru de 13 000 personnes à près de 23 400, correspondant à un taux d'accroissement de plus de 80 % alors que durant cette même période les dépenses ont progressé de plus de 180 %, passant de 9,1 milliards à 25,6 milliards F.cfp. Quoiqu'il en soit, si économiquement, la question n'est pas négligeable, l'ampleur de ces évolutions est loin d'être une spécificité polynésienne.

Les plus fortes progressions observées, à savoir + 138 % en nombre et + 268 % en montant, se rapportent aux retraités du régime des salariés (RGS) formant près de 84 % de la population de l'ensemble des pensionnés.

Évolution des pensionnés tous régimes et RGS (en nombre et montant) pour 1995 et de 2000 à 2007



Vue d'ensemble du profil des pensionnés

Déjà très sensibles dans de nombreux pays développés (France, Allemagne, Etats-Unis, Italie, Japon, etc...), le nombre et surtout la proportion des pensionnés, au sein de la population polynésienne, sont appelés à croître fortement dès la présente décennie. En l'espace de 10 ans, leur nombre a été multiplié par 1,5, alors que celui de la population couverte l'était par 1,23 seulement. En valeur relative, **pour l'année 2007, la proportion de pensionnés représente 9 % de la totalité de la population couverte** au nombre de 255 553 ressortissants.

56 ans, l'âge moyen de départ à la retraite

Bien que l'âge légal de liquidation des droits à la retraite soit fixé à 60 ans pour la majorité

des salariés, **l'âge moyen de départ à la retraite des salariés est actuellement de 56 ans**, âge pratiquement stable durant cette dernière décennie. Ce phénomène de départ anticipé, prenant également en compte l'exercice de travaux pénibles, s'accroît progressivement depuis la mise en place de la retraite Tranche B, passant d'un taux de 56,5 % en 1996 à 68,2 % en 2007 parmi les nouveaux départs à la retraite. Par ailleurs, l'examen de la pyramide des âges montre que 25 % de la population des pensionnés actuels sont en dessous de l'âge légal (trait en pointillé) et que les tranches d'âge prépondérantes se situent entre 60 et 69 ans, confirmant **l'âge moyen des pensionnés actuels qui avoisine les 66 ans**.

Des pensionnés bénéficiant plus longtemps de leur pension de retraite

Au nombre de 4 100, les pensionnés âgés de 75 ans et plus ne sont pas en reste. Bien au contraire. Au passage, le suivi à long terme d'une cohorte composée de 1 454 pensionnés prenant leur retraite en 1996 montre qu'après une décennie de versement des pensions de retraite, 80 % en bénéficient toujours. Indiscutablement, grâce à la hausse continue de l'espérance de vie et au progrès médical, la durée de retraite s'est considérablement allongée. En effet, suivant les données de l'espérance de vie publiées par l'ISPF, un actif qui prend sa retraite dès l'âge de 50 ans bénéficie d'une espérance de vie de 26,8 années pour les hommes et 29,8 années pour les femmes en 2006. Plus généralement, il ne faut pas perdre de vue que **par rapport à l'âge moyen de départ à la retraite de 56 ans, les pensionnés de la génération actuelle toucheront, en moyenne, leur pension pendant 24 ans**.

Le volume de pensionnés âgés de 70 ans et plus a progressé de + 80 %, croissant de 4 300 pensionnés en 1996 à près de 7 700 pensionnés en 2007. Au total, cette population représente près d'un tiers de l'ensemble des pensionnés.

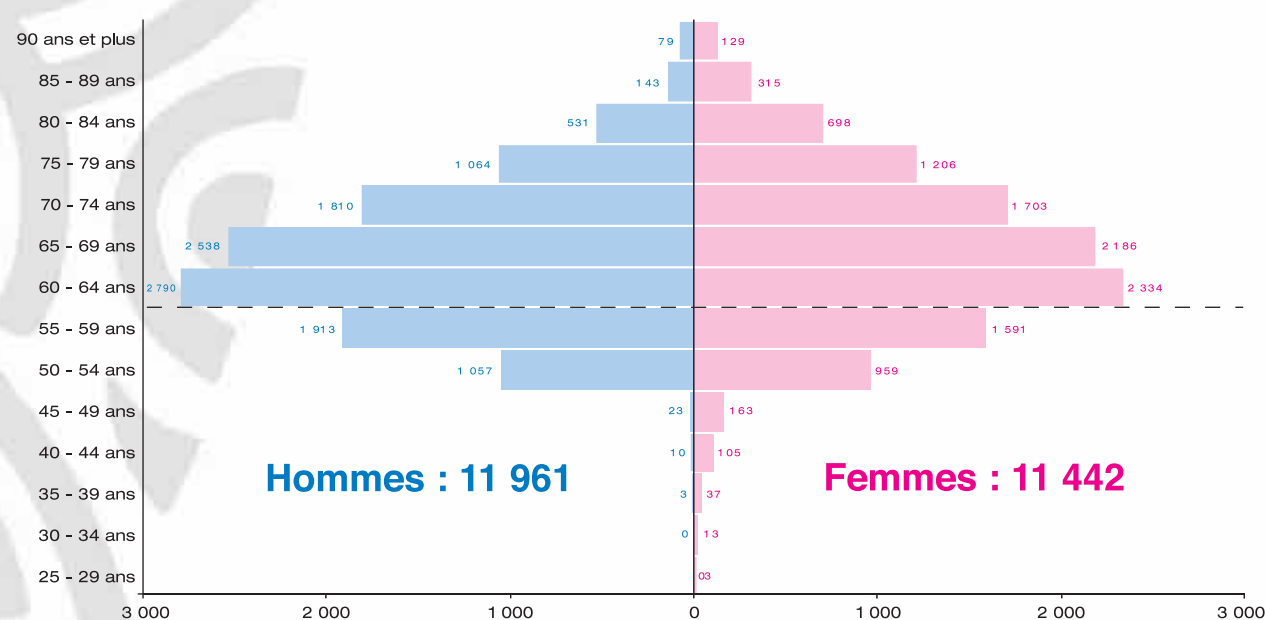
21 ans, la durée moyenne d'années de cotisations

De prime abord, la durée de cotisation est un élément notable de différenciation entre les retraités. Sur la base des 19 610 retraités du RGS en 2007, près de trois quart d'entre eux ont cumulé moins de 30 ans de cotisations, rachat de cotisations inclus.

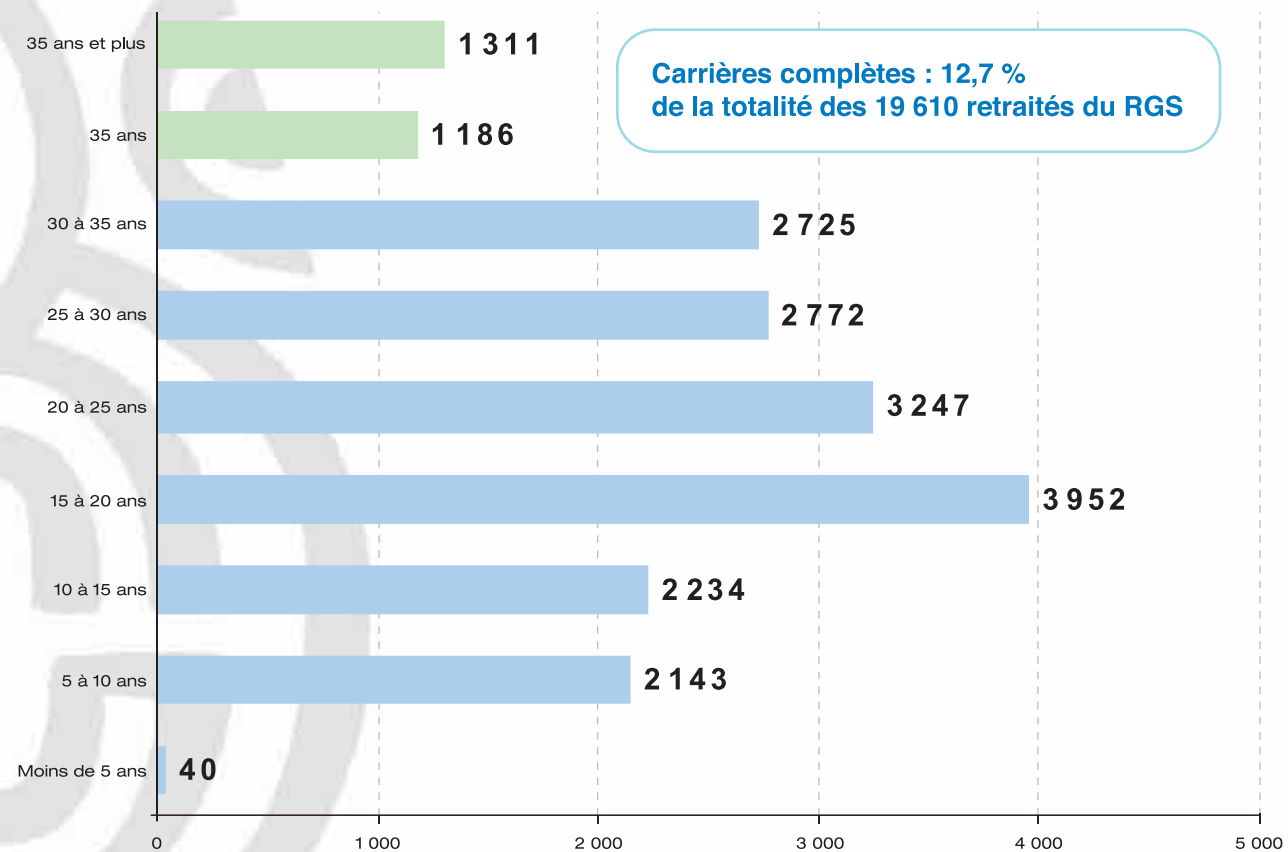
Depuis 2003, date à laquelle un pensionné peut bénéficier du plein effet des 35 années de cotisations, on ne dénombre que 12,7 % de retraités sur un volume total de 6 462 nouveaux départs à la retraite entre 2003 et 2007.

Pour cette même période, **le nombre moyen d'années cotisées avoisine les 21 années cotisées**. Les retraités ayant exercé des carrières complètes de 35 années touchent une pension de retraite Tranche A brute supérieure ou égale à 166 180 F.cfp par mois, dès lors qu'ils ont cotisé les cinq dernières années d'activité sur la base des plafonds de retraite en vigueur.

Pyramide des âges des 23 403 pensionnés tous régimes en 2007



Répartition des 19 610 retraités du RGS en 2007
selon la durée totale des annuités



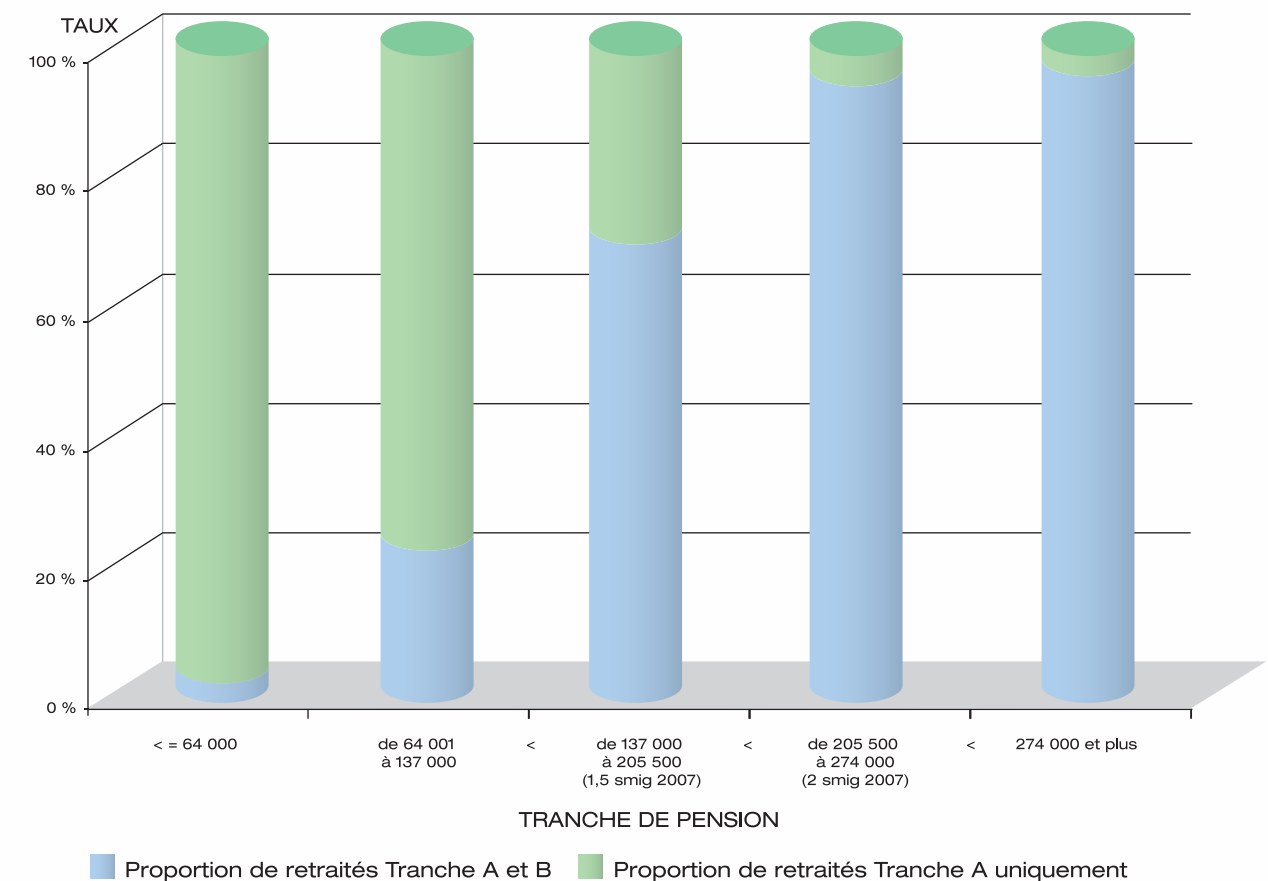
90 753 Fcfp brute, la pension moyenne mensuelle du RGS allouée en 2007

Cette pension moyenne, équivalent à deux tiers du SMIG et supérieure au seuil de pauvreté de 51 470 F.cfp par mois (réf. ISPF, 2005), progresse chaque année en raison de l'augmentation du salaire moyen plafonné et du volume de bénéficiaires de la retraite Tranche B. Toutefois, ce montant moyen de la pension de retraite masque des situations très contrastées. Pour l'année 2007, 53,5 % des retraités perçoivent une retraite inférieure au minimum vieillesse de 64 000 F.cfp par mois et à l'opposé, 8,7 % bénéficient de plus de 205 000 F.cfp par mois, soit 1,5 fois le SMIG (réf. SMIG à 137 000 F.cfp en 2007). Depuis la mise en

place de la retraite Tranche B, les jeunes générations ayant liquidé leur retraite bénéficient de pensions plus élevées que celles de leurs aînés. En moyenne, la part de retraite Tranche B, représente plus de 20 % de la pension totale Tranche A+B. La proportion de nouveaux retraités bénéficiaires de la retraite Tranche B représente près de 48 % (572 retraités sur un volume total de 1 190) en 2007. D'ailleurs, à eux seuls, ils constituent près de 30 % du total des retraités du RGS en 2007.

Toujours pour 2007, un pensionné bénéficiant de la retraite Tranche A et B touche, en moyenne, une pension brute mensuelle de 177 000 F.cfp contre 56 200 F.cfp pour les retraités qui ne perçoivent que la Tranche A.

Répartition par tranche de pensions des retraités Tranche A, A et B



Quant aux bénéficiaires du revenu minimum garanti (ou minimum vieillesse) revalorisé à 74 000 F.cfp au 1^{er} septembre 2008, ils représentent près d'un tiers de la population totale des 23 400 pensionnés tous régimes confondus soit près de 7 400, répartis de la manière suivante :

- 58 bénéficiaires de l'AVTS,
- 2 000 bénéficiaires de l'ASPA,
- 5 338 bénéficiaires de l'ACR du RGS et ex-RPSMR.

Un niveau moyen de retraite inférieur de 24 % pour les femmes par rapport aux hommes

Actuellement, la répartition par sexe des pensionnés est pratiquement équilibrée : 49 % de femmes et 51 % d'hommes. Par contre, les

femmes perçoivent des pensions de retraite plus faibles que les hommes, 79 700 F.cfp brut par mois pour les femmes contre 101 300 F.cfp par mois pour leur homologue masculin en 2007.

Ce niveau moyen de pension des femmes inférieur de 24 % à celui des hommes est dû principalement à des durées de carrière plus courtes et à des niveaux de rémunération plus faibles. Par ailleurs, il est primordial de souligner que la part des femmes reste très prépondérante de l'ordre de 90 % parmi les 3 845 bénéficiaires de la pension de réversion. Pour terminer, enfin, sur cette thématique des disparités de retraite entre hommes et femmes : compte tenu des écarts d'espérance de vie à 60 ans favorable de + 3,9 ans pour les femmes, ces dernières toucheront plus longtemps leur pension.



Retraite : un âge vénérable pour favoriser “le bien vieillir”

D'une manière générale, vivre longtemps répond au souhait de la plupart des indivi-

lus et ceci est encore plus vrai pour les jeunes retraités. En effet, la période de la retraite est vécue comme une “deuxième vie” avec à la clé de nouvelles ambitions, de projets neufs ou encore la possibilité de s'engager pleinement dans une association donnée, voire de s'initier à de multiples loisirs jusqu'ici peu pratiqués ou méconnus.

Il est certain qu'en Polynésie française, fort heureusement, l'amélioration de la situation des retraités n'est pas seulement financière. En effet, les progrès, enregistrés au cours du XX^{ème} siècle, dans le domaine sanitaire et social, vont dans le sens d'une amélioration de l'état de santé des populations, et en particulier des retraités et plus largement des populations âgées et rendue également possible par une meilleure couverture sociale.

Ainsi, en tant qu'indicateur de développement, l'espérance de vie à la naissance s'est accrue de façon remarquable au cours des quarante dernières années. En 1968, à la création du régime vieillesse de la CPS, **l'espérance de vie** à la naissance était de 57,5 années pour les hommes et de 61,2 années pour les femmes. **En 2006, elle se situe à 73 ans pour les hommes et à 76 ans et 8 mois pour les femmes.**

Comme on peut aisément le remarquer, pour les deux sexes, l'espérance de vie a augmenté de plus de 15,5 ans. Même à 60 ans, l'espérance de vie connaît des améliorations sensibles.

Cela étant, les différences persistent et l'écart d'espérance de vie reste favorable aux femmes. En définitive, face à cet accroissement du nombre d'années à vivre, c'est maintenant le maintien de la qualité de vie qui devient une priorité.

Il est vrai que l'espérance de vie ne cessant de croître, les pensionnés plus âgés nécessitent toujours davantage de soins ; la situation sociale et sanitaire des pensionnés conduit à de nouvelles préoccupations quant aux nécessités de leur apporter des moyens adéquats pour une préservation de leur santé et leur autonomie.

Dans ce contexte, “bien vieillir” nécessite un accompagnement médico-social tant pour les pensionnés autonomes que dépendants. En conséquence, le développement de structures d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées ou encore de services à domicile et d'animations permettront d'améliorer au quotidien la vie sociale et le bien-être de nos pensionnés.

Au final, si on a ajouté des années à la carrière du pensionné, il faut désormais donner de la qualité à ces années gagnées en mettant en œuvre, sur l'ensemble du territoire, une politique soutenue de la vieillesse et du “bien vieillir” à destination des jeunes retraités comme des plus anciens.

Notre système de retraite quarante ans après : quels enjeux ?

Caractérisé par de nombreuses modalités avantageuses de calcul des droits à la retraite, le système polynésien de retraite par répartition, reposant sur la solidarité entre générations, connaît des évolutions marquantes. A cet égard, l'équilibre financier de notre système de retraite dépend étroitement de différents facteurs : la situation de l'emploi, les facteurs démographiques ou encore l'âge du régime de retraite proprement dit.

Un constat s'impose : outre les facteurs démographiques qui jouent un rôle essentiel, notre système de retraite est également tributaire de la situation de l'emploi. L'origine des moindres cotisants s'explique, entre autres, par un taux de chômage avoisinant les 11,7 % au dernier recensement de la population de 2002 (réf. ISPF, 2003), un report de l'âge d'entrée de la vie active en raison d'une durée moyenne plus longue des études et un avancement de sortie du marché du travail alors que dans le même temps les retraites à financer sont de plus en plus nombreuses.

Sur ce principal point, il est clairement concevable que la création de l'emploi dans notre pays est une voie indispensable pour assurer l'équilibre financier de notre système de retraite par répartition financé uniquement par les cotisations patronales et salariales.

Entre-temps, compte tenu de l'amorce du vieillissement démographique, conséquence de la forte augmentation de l'espérance de vie, et de la montée en charge du nombre de bénéficiaires pensionnés, le ratio démographique de notre pays s'est nettement dégradé, passant de 1 pensionné pour 6 actifs à **1 pensionné pour 3,5 actifs**, comme l'illustre le graphique ci-joint et qui peut être résumé par un slogan très explicite : “moins d'actifs, plus de retraités”.

Rappelons aussi que depuis le 1^{er} avril 2003, le régime, qui connaît ses 35 ans d'existence, produit ses pleins effets avec l'arrivée de la génération des pensionnés profitant de pensions plus élevées renforcées par la mise en place de la Retraite Tranche B depuis 1996.

On comprendra aisément, pour terminer, que toutes ces évolutions rendent indispensable de s'engager résolument sur la voie de la réforme.

Évolution par décennie (de 1978 à 2007) pour le RGS du nombre de retraités, du nombre d'actifs et du ratio démographique

